

# EDITO

## Rester éclairés pour résister, s'engager pour de véritables changements !

Mépris, surdité, mensonge, répression, autoritarisme !

Des mots mais aussi des actes pour qualifier l'attitude, l'action de notre gouvernement face aux mouvements sociaux que notre pays a traversé depuis le 5 décembre.

Le choix du passage en force sur la Réforme des retraites, réforme cruciale pour notre modèle social, désapprouvé par 70% des français renforce l'idée que le gouvernement est fébrile.

L'ultra-libéralisme de la politique Macron-Philippe, imposé à « marche forcée » depuis bientôt trois ans préférant la répression policière, l'utilisation du 49.3, d'ordonnances n'est plus à prouver.

Une fébrilité, un ultra-libéralisme qui se trouvent exacerbés dans le contexte sanitaire inédit que vit la France, le monde aujourd'hui.

Museler le débat, piloter l'information, éviter l'éveil des consciences sur des projets injustes, remettant en cause des conquises sociales, autour de la santé, de l'éducation, de la justice, des retraites... sur leurs impacts (réduction de l'accès aux soins, développement de l'emploi contractuel et remise en cause du statut, allongement des carrières, baisse des pensions, faveurs accordées au secteur assurantiel pour les retraites, ...) telles sont les stratégies utilisées en « macronie ».

Remettre en cause 74 ans de paritarisme au service de l'intérêt général dans une Fonction publique d'État, fragiliser nos statuts en imposant des HSA au détriment de la nécessaire revalorisation salariale et des conditions d'étude des élèves, faire le choix du contrat plutôt que de celui de la formation, imposer des réformes éducatives contre la volonté et les propositions des enseignants, ne pas répondre aux besoins urgents de l'hôpital en personnel, lits, sont une drôle de façon de concevoir la démocratie et le rôle protecteur de l'État. En résumé, c'est un gouvernement qui agit contre une majorité des citoyens qui s'exprime et qui propose.

Nous devons relever le défi de porter haut nos propositions.

Le contexte sanitaire et la crise exceptionnelle que nous vivons remettent au cœur des débats la richesse inégalable et enviée dans le monde entier de notre système de santé, de nos services publics au service du social, véritables amortisseurs des inégalités.

Macron les encense sans réserve alors même que ses choix politiques et économiques n'ont cessé de les détruire. Les services publics sont un investissement pour notre société et non un coût à réduire. Nous saurons lui rappeler ses mots, prononcés le 12 mars dernier : « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie. »

Alors chiche, monsieur Macron ! Donnez des moyens pérennes aux services publics, hôpitaux, écoles, ..., faites jouer les solidarités de ceux qui possèdent les richesses vers ceux qui n'en ont pas, avec une fiscalité juste.

Nous sommes tous liés les uns aux autres, interconnectés et ce qui doit piloter c'est l'intérêt général.

Aujourd'hui, le dévouement des soignants, des salariés indispensables à l'économie (alimentation, ordures, énergie...) mais aussi de milliers d'enseignants volontaires prêt à aller assurer les « gardes » est d'intérêt général. C'est aussi ce qui porte les équipes d'établissement pour assurer un lien avec les élèves dans cette période. Halte aux injonctions et précipitations, c'est en collectif et avec un sens fort des responsabilités que nous ferons face !

Reconnaître davantage les métiers d'intérêt général que ceux de la finance ne serait-ce pas une voie de sortie ? Ne soyons pas dupes, cette mise en avant des Services Publics ne pourrait être qu'une parenthèse... ou une ouverture. En effet, les défis climatiques qui s'annoncent feront que les crises pourraient être bien plus grandes (Australie notamment). Soyons solidaires, réfléchissons ensemble, pour le bien de tous. Soyons offensifs pour un avenir meilleur, raisonné et raisonnable.

Ambroise Croizat, avec la création de la sécurité sociale voulait « sortir les gens de l'angoisse du lendemain »... à croire qu'il faudrait tout recommencer et renforcer ce qui a été créé à la sortie de la seconde guerre Mondiale.

Tous sur le pont pour vaincre la pandémie et construire un monde meilleur et durable !

Nathalie Lacuey

Nath.lacuey33@gmail.com